La Commission européenne exige que Macron serre la ceinture des Français

écrit par Christine Tasin | 24 mai 2017
Le GOPE (grandes orientations des politiques économiques) nouveau est arrivé :

Voici les injonctions faites à la France :

1 Le collège des commissaires, nommés chacun par leur gouvernement respectif, enjoint d'abord à la France de se conformer aux règles budgétaires qu'elle a adoptées. « Au moment de légiférer, il faudra faire attention à adopter une position budgétaire qui soutienne la reprise économique en cours et assure la soutenabilité des finances publiques françaises », précise la Commission, dans un souci évident de ne pas apparaître comme le thuriféraire de l'austérité.

Traduction : stop au déficit, en tapant sur les salariés, en mettant en oeuvre une politique d'austérité qui ne dit pas (encore , les législatives ne sont pas passées) son nom. D'où l'importance de la seconde « loi-travail » que Macron veut faire passer par ordonnances dans les semaines à venir.

On peut s'attendre à voir encore des médicaments déremboursés (pendant que les labos amis des politiques vendront à prix d'or les dernières innovations dont on n'a pas besoin quand elles ne mettent pas notre santé en danger).

Les chômeurs peuvent s'attendre à des baisses drastique de leurs allocations.

Et les salariés à des baisses de leurs salaires, il faut bien faire une concurrence efficace aux travailleurs détachés…

Les futurs retraités vont douiller, fini les régimes spéciaux, fini la différence public-privé… mais dans le sens du moins pour tous. Cela s'appelle le nivellement par le bas.

Les retraités actuels ne seront pas en reste, la hausse de la CSG va réduire encore leur pouvoir d'achat, même s'ils tirent déjà le diable par la queue.

Quant aux accords d'entreprise sur le temps de travail… la dérèglementation et le chantage aux délocalisations sont assurés !

2 C'est dans ce contexte que la Commission invite la France à consolider les mesures de baisse du coût du travail prises pendant le quinquennat de François Hollande en les pérennisant, sans pour autant aggraver le déficit. Ce qui pourrait être interprété comme un soutien à la volonté d'Emmanuel Macron de transformer 19 milliards du Crédit d'impôts compétitivité-emploi (CICE) en baisses de charges pures et simples. Mais une telle transformation s'accompagnera nécessairement d'un creusement ponctuel du déficit, ce qui ne va pas sans poser problème du point de vue de l'engagement de Paris à revenir sous la barre des 3 % dès la fin de cette année.

Traduction

Baisse du coût du travail ? Il va falloir travailler plus pour gagner moins… Voir plus haut

Et ce sont tous les salariés qui vont payer plus de CSG et plus de TVA, pour alléger les impôts des sociétés … Bref, les plus pauvres vont payer pour les plus riches. Du Macron pur jus. Ce n'est certainement pas comme cela que la consommation se portera mieux… Mais le but de la Commission européenne comme de Macron est de faire disparaître l'épargne des Français.

Les Français doivent être appauvris pour qu'ils soient obligés de taper dans leur bas de laine… Alors seulement on pourra les réduire à quia et leur imposer la vision idyllique du travailleur chinois.

3 La troisième recommandation de la Commission concerne le système d'éducation et de formation. Bruxelles encourage Paris à faciliter l'intégration des chômeurs sur le marché du travail, mais aussi les travailleurs les moins qualifiés et les migrants. Pour cela, elle lui suggère de réformer son système d'apprentissage et de formation professionnelle. L'institution européenne conseille aussi à la France d'empêcher une progression trop rapide du salaire minimum de manière à préserver la compétitivité des entreprises françaises.

Traduction

C'est la mort du CDI, annoncée clairement par Macron, et demandée depuis des années par Bruxelles. Il faut des salariés corveables à merci et à la merci du licenciement.

Mais c'est aussi la discrimination positive, avec des emplois spéciaux pour les clandestins et vrais ou faux réfugiés, payés bien en-dessous du SMIC. La concurrence libre et non faussée, c'est aussi cela.

4Dans sa quatrième et dernière recommandation, Bruxelles lui demande de réduire les normes qui pèsent sur les entreprises en poursuivant le programme de simplification entamé par François Hollande. Elle encourage également la libéralisation du secteur des services et des professions réglementées ou encore la rationalisation des aides à l'innovation. Autant de points inscrits à l'agenda d'Emmanuel Macron, qui espère bien obtenir en échange un geste de l'Allemagne pour mieux faire fonctionner la zone euro. Dans la tête du président français, cela passe, notamment, par la création d'un budget de la zone euro, susceptible de financer des investissements communs afin de soutenir la croissance.

Traduction

Tout ce qui est encore du service public doit péter et pètera. Vive le privé, vive les entreprises étrangères, vive le dumping, vive le smic sans augmentation quand il ne baissera pas dans certaines entreprises, accord d'entreprises oblige…

Bref, eau, école, train, poste, taxis, notaires… tout va voler

en éclats et tant pis pour ceux qui n’habiteront pas au bon endroit.

La loi de la Jungle ?C’est demain, avec Macron et Juncker, pour les beaux yeux de Merkel.